

## Burundi : les médias dans le collimateur du pouvoir

@rib News, 03/05/2013 â€“ Source AFPVisÃ©s par une nouvelle loi qualifiÃ©e de Â«Â liberticideÂ Â» par la SociÃ©tÃ© civile, les mÃ©dias burundais sont dans le collimateur du pouvoir de Bujumbura, qui tente de restreindre l'espace de leurs libertÃ©s Ã deux ans d'Ã©lections gÃ©nÃ©rales. Le texte, adoptÃ© lundi par le Parlement, a Ã©tÃ© prÃ©parÃ© dans le plus grand secret tout au long de 2012. Il restreint la protection des sources, interdit aux journalistes de traiter de nombreuses informations jugÃ©es sensibles et prÃ©voit des peines de prison et une trÃ©s forte augmentation des amendes en cas de violations de ces dispositions.

La loi doit dÃ©sormais Ãtre promulguÃ©e par le prÃ©sident burundais. Â«Â Nous nous battons contre ce projet de loi depuis que nous avons appris son existence il y a plusieurs mois, mais le pouvoir continueÂ Â», commente d'un ton amer Alexandre Niyungeko, prÃ©sident de l'Union burundaise des journalistes (UBJ). Â«Â On a senti dÃ©s le dÃ©but une volontÃ© de mettre au pas la presse indÃ©pendante de ce paysÂ Â», poursuit-il. Â«Â Nous savons maintenant que cette loi a Ã©tÃ© prÃ©parÃ©e par le parti au pouvoir pour se venger des journalistes qu'il accuse d'avoir tendu le micro aux opposantsÂ Â». RÃ©cemment, l'ancien secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du parti au pouvoir (CNDD-FDD) GÃ©lase Ndadirabe, aujourd'hui SÃ©nateur, a trÃ©s clairement exprimÃ© la motivation du texte: freiner les ardeurs de journalistes qui, depuis que l'opposition a dÃ©sertÃ© la scÃ©ne politique il y a trois ans, se transforment selon lui en Â«Â politiciensÂ Â». L'opposition avait boycottÃ© les derniÃ©res Ã©lections de 2010 et la plupart de ses dirigeants ont depuis fui le pays. Â«Â Notre seul tort, c'est d'avoir dÃ©noncÃ© la corruption gÃ©nÃ©ralisÃ©e (...), les exÃ©cutions extrajudiciaires et les cas de tortures, les restrictions politiques imposÃ©es par le pouvoirÂ Â», rÃ©torque de son cÃtÃ© Eric Manirakiza, directeur de Radio publique africaine (RPA, privÃ©e), accusÃ©e par le pouvoir de rouler pour l'opposition. Â«Â L'opposition politique a Ã©tÃ© pratiquement rÃ©duite Ã nÃ©ant, il nous faut trouver une solution Ã la question posÃ©e par les mÃ©dias et la SociÃ©tÃ© civile, qui ont pris sa place dans la critique de notre pouvoirÂ Â». explique sous couvert d'anonymat un cadre du CNDD-FDD. Â«Â La SociÃ©tÃ© civile ne constituera plus une menace si elle n'a plus de radio (indÃ©pendantes) pour s'exprimerÂ Â». La SociÃ©tÃ© civile visÃ©e dans son ensemble Depuis l'arrivÃ©e de Pierre Nkurunziza Ã la prÃ©sidence du Burundi en 2005, une dizaine de journalistes ont Ã©tÃ© emprisonnÃ©s, d'autres ont subi des menaces de mort et ont dÃ©jÃ s'exiler, des responsables de mÃ©dias ont Ã©tÃ© harcelÃ©s et le porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba, a accusÃ© Ã plusieurs reprises les stations indÃ©pendantes d'avoir pactisÃ©e avec les ennemis du Burundi. Car Ã cÃtÃ© des journalistes, la SociÃ©tÃ© civile est visÃ©e. Â«Â Le pouvoir s'apprÃ©te Ã revoir la loi qui rÃ©git les organisations non gouvernementales, ainsi que les manifestations publiques Ã deux ans de nouvelles Ã©lections au BurundiÂ Â», s'inquiÃ©te Vital Nshimirimana, le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral du Forum pour le renforcement de la sociÃ©tÃ© civile, une plate-forme qui regroupe prÃ©s de 200 associations. Les prochaines Ã©lections burundaises sont prÃ©vues en 2015 et l'opposition, sans voix depuis trois ans, cherche Ã revenir sur le devant de la scÃ©ne. La sociÃ©tÃ© civile burundaise, l'ensemble des partis politiques Ã l'exception du principal parti au pouvoir, le Bureau de l'Onu au Burundi, plusieurs pays occidentaux, mais aussi les organisations de dÃ©fense des droits de l'Homme ou des mÃ©dias, Human Rights Watch, Amnesty International et Reporters sans frontiÃ©res ont tous dÃ©noncÃ© la nouvelle loi sur les mÃ©dias. Jeudi, selon l'UBJ, plus de 10.000 personnes avaient signÃ© une pÃ©tition lancÃ©e par les professionnels burundais des mÃ©dias, appelant le chef de l'Etat Ã ne pas promulguer le texte. Â«Â La communautÃ© internationale est inquiÃ©te et suit attentivement l'Ã©volution de ce dossierÂ Â», a dÃ©clarÃ© un diplomate en poste au Burundi, sous couvert d'anonymat ajoutant que Â«Â certains pourraient reconsidÃ©rer leur coopÃ©ration avec le Burundi si une telle loi Ã©tait promulguÃ©eÂ Â». Cette loi intervient quelques semaines aprÃ©s la libÃ©ration d'un journaliste de Radio France internationale (RFI), Hassan Ruvakuki, dont la condamnation Ã trois ans de prison pour complicitÃ© avec un mouvement rebelle avait dÃ©jÃ dÃ©clenchÃ© une levÃ©e de boucliers des bailleurs de fonds du Burundi. Le pays, l'un des plus pauvres au monde, dÃ©pend encore largement de l'aide extÃ©rieure: celle-ci assure environ la moitiÃ© de son budget national.